

# « **Capacité d'absorption de l'UE** » : beaucoup de bruit pour rien

jeudi 22 juin 2006, par [Alexandrine Bouilhet](#)

**Source : Le Figaro.fr**

**A l'issue du sommet européen, les Vingt-Cinq ont refusé d'inscrire la notion de « capacité d'absorption » parmi les critères d'adhésion à l'UE.**

Malgré l'inquiétude de la « Vieille Europe », les Vingt-Cinq n'ont pas retenu la capacité d'absorption comme un nouveau « critère » d'adhésion à l'Union, afin de ne pas décourager les pays candidats. « *Nous avons conscience que l'élargissement préoccupe l'opinion publique européenne* », a indiqué le président de la Commission européenne **José Manuel Barroso**, « *mais la capacité d'absorption ne sera pas un nouveau critère pour les pays candidats* ».

La clarté des dirigeants européens sur cette question cruciale n'est pourtant pas évidente, comme en témoigne l'inquiétude des pays des Balkans ou de la Turquie. La notion de « *capacité d'absorption* » est une expression sur laquelle la France met l'accent depuis le non au référendum sur la Constitution.

## **Inquiétudes des candidats**

Elle est censée remplacer le débat sur les frontières de l'Union, qui n'aura finalement pas lieu. « *Ce n'est pas la meilleure expression qui soit* », a reconnu **Wolfgang Schlüssel**, « *il ne s'agit pas d'absorber, ni d'avalier quiconque, mais bien d'accueillir les nouveaux pays* ».

Divisés sur l'avenir de l'élargissement, les Vingt-Cinq ont confié à la Commission européenne le soin de rédiger un rapport, cet automne, balayant « *tous les aspects liés à la capacité d'absorption* » de l'Union. La teneur de ce rapport inquiète les nouveaux Etats membres et les pays candidats. « *Faites-nous confiance* », leur a répondu José Manuel Barroso. « *Le fait que ce soit la Commission qui rédige ce rapport est, en soi, une garantie pour vous.* »

La vision anglo-saxonne d'une Europe élargie l'emporte à Bruxelles. « *Il y a eu un grand soutien, hier, pour dire que la capacité d'absorption ne devait pas être un critère d'adhésion, mais un élément à prendre en considération* », a indiqué le premier ministre belge **Guy Verhofstadt**. Dirigé par la Grande-Bretagne, le camp « pro-élargissement » peut compter sur l'appui des dix nouveaux Etats membres, de la Belgique, de l'Irlande, de la Suède et de la Finlande, qui assurera la présidence de l'Union le 1<sup>er</sup> juillet.

Paris estime n'avoir perdu aucun point au sommet. « *Nous ne voulions pas ajouter de nouvelles obligations aux pays candidats* », a affirmé **Jacques Chirac**. « *Nous tenions juste à rappeler que l'Union est un contrat à deux partenaires.* » Le président français n'admet pas qu'il a changé d'avis sur la Turquie depuis le 29 mai 2005. « *Si la Turquie ne respecte pas ses engagements sur Chypre, cela remettra en cause sa capacité à poursuivre l'élargissement* », a-t-il insisté. Au même moment, à Istanbul, le premier ministre turc **Recep Tayyip Erdogan** déclarait qu'il n'ouvrirait pas les ports et les aéroports turcs aux chypriotes, tant que le nord de l'île resterait isolé, « *même si cela signifie une suspension des pourparlers d'adhésion à l'UE* ».